



## **Convention régionale de coopération des Centres de Gestion de la région Hauts-de-France relative à l'observatoire régional de l'emploi**

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 452-11 et L. 452-34 ;

Vu la loi de n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation des centres de gestion de la fonction publique territoriale des Hauts-de-France ;

### **Conclue entre :**

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Aisne représenté par son Président, Monsieur Hervé MUZART, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du 13/12/2022 ;

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Nord représenté par son Président, Monsieur Éric DURAND, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du 15/12/2022 ;

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Oise représenté par son Président, Monsieur Alain VASSELLE, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du 16/11/2022 ;

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais représenté par son Président, Monsieur Joël DUQUENOY, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du 13/12/2022 ;

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Somme représenté par son Président, Monsieur Claude CLIQUET, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration en date du 05/12/2022.

## **Préambule :**

Les Centres de Gestion des Hauts-de-France (ci-après abrégés « les CDG ») s'appuient sur une histoire de plusieurs décennies construite en lien avec la structuration du statut de la fonction publique territoriale. Au cours de celle-ci, les CDG ont combiné, pour les collectivités et établissements publics de leurs départements, dans le domaine de la gestion des ressources humaines, l'exercice de missions statutaires et le développement d'offres de service, au-delà des questions strictement statutaires.

Les CDG membres de la coopération régionale des Hauts-de-France sont les suivants :

1. Le Centre de Gestion de l'Aisne (CDG 02) ;
2. Le Centre de Gestion du Nord (CDG 59) ;
3. Le Centre de Gestion de l'Oise (CDG 60) ;
4. Le Centre de Gestion du Pas-de-Calais (CDG 62) ;
5. Le Centre de Gestion de la Somme (CDG 80).

Tout en conservant leur libre administration et leur autonomie, les CDG décident, dans le respect de leur spécificité départementale et du lien de proximité avec les collectivités et établissements publics de leur ressort territorial, de développer la mutualisation pour mener à bien diverses missions de leurs compétences et s'accordent à recenser et tendre à harmoniser leurs pratiques.

Le schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation des CDG signé le 13 juin 2022 traduit l'ambition de renforcer le service rendu aux collectivités avec une forte qualité de service. Il vise à favoriser et organiser la collaboration entre les CDG au niveau régional, dont la gestion de l'observatoire régional de l'emploi (ci-après abrégé « observatoire ») et la mission d'information sur l'emploi public territorial définie au 7° de l'article L. 452-35 du code général de la fonction publique.

Dans le prolongement de la charte précédente, le CDG 59 est désigné Centre Coordonnateur. Cette fonction conférée au CDG 59 est juridico-administrative et financière, sans préjudice de l'organisation de la gouvernance politique et technique en rotation annuelle.

Les CDG s'accordent pour désigner des CDG chefs de file pour coordonner et piloter les missions obligatoires en opérant des regroupements naturels des missions concernées et pour prendre en charge, le cas échéant, des missions facultatives à géométrie variable.

Ce rôle confère au CDG une fonction d'animation et de coordination des travaux sur un sujet spécifique d'offre ou de relation de service. Cette fonction n'implique pas que le chef de file soit l'unique CDG en charge de la production des éléments.

## **Article 1 - Objet de la convention**

En vertu de l'article L452-34 du code général de la fonction publique, l'ensemble des CDG signataires de la présente convention, s'organisent au niveau de la région Hauts-de-France pour assurer la mission de gestion de l'observatoire régional de l'emploi et la mission générale d'information sur l'emploi public territorial défini au 7° de l'article L. 452-35 du code général de la fonction publique.

Son animation est confiée au CDG 59, chef de file au niveau régional.

Chaque CDG peut disposer d'un observatoire départemental, lequel est compétent pour l'exclusivité des relations avec les collectivités de son ressort géographique.

Les CDG s'entendent sur la nécessité de consolider à travers l'observatoire une ingénierie d'analyse de données en matière d'emploi public pouvant alimenter les prestations auprès des territoires.

Son objectif est de fournir aux collectivités territoriales (ainsi qu'à l'ensemble des partenaires institutionnels départementaux et régionaux) des données, des outils opérationnels et des compétences en matière d'emploi et de ressources humaines et particulièrement la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC).

**La présente convention formalise la coopération des CDG des Hauts-de-France relative à l'observatoire.**

## **Article 2 - Missions de l'observatoire**

Sur ce périmètre d'intervention, il est nécessaire d'identifier les besoins des collectivités et des établissements publics afin de disposer de cartographies et d'éléments de perspectives en matière d'emploi public : les chiffres clés, les dynamiques en cours, les évolutions des politiques publiques, les évolutions professionnelles et compétences associées notamment dans le champ du numérique, des transitions écologiques, ou encore de la gestion de projets.

Les modalités et actions concrètes préférentielles à mettre en place à travers la coopération et en lien avec chaque CDG sont :

- Développer des outils et produire notamment des statistiques à la demande des CDG et répondre ainsi aux besoins des collectivités selon une approche métiers ;
- Renforcer l'attractivité des métiers dans la fonction publique territoriale par la mise à disposition d'éléments tangibles visant à argumenter en faveur des métiers en tension ;
- Développer une entraide entre CDG par la collecte des données sociales sous la coordination du CDG 59 ;
- Contribuer activement à la préparation de la Conférence Régionale de l'Emploi.

Chaque année, les CDG organisent une conférence régionale de l'emploi. Pour son organisation, une démarche partenariale est impulsée mettant en synergie l'ensemble des acteurs. Sa préparation s'appuie sur les services des CDG.

L'observatoire rassemble l'ensemble des données relatives à l'emploi afin d'informer au mieux lors de cette conférence les responsables des collectivités territoriales sur la dynamique de leurs territoires (les secteurs professionnels qui recrutent, l'évolution des effectifs, la nature des recrutements, la pyramide des âges....).

## **Article 3 - Organisation**

L'observatoire nécessite, pour fonctionner, une organisation spécifique ainsi que des moyens mutualisés.

Son animation est confiée au CDG 59, chef de file au niveau régional.

### **1. Le comité de pilotage**

Le comité de pilotage intégré à la conférence des président.e.s définit la stratégie et les orientations générales de l'observatoire.

## **2. Le comité technique**

Le comité technique intégré au comité de direction CODIR (instance technique de la coopération régionale) est animé par le directeur ou la directrice du CDG dont le président est désigné président de la coopération de manière alternée par rotation annuelle. Il est composé des cinq directeurs et directrices généraux des services des CDG. Il décline la stratégie et les orientations du comité de pilotage à travers une feuille de route annuelle.

Le comité technique est compétent pour :

- Définir le programme annuel de restitution de données relatives à l'emploi public *et* aux données sociales, à intégrer dans les conférences régionales de l'emploi ;
- Proposer les actions à engager pour valoriser et diffuser les travaux réalisés en matière d'emploi public au niveau régional ;
- Valider la feuille de route de l'observatoire et les documents transmis par le groupe de travail.

## **3. Le groupe de travail**

Le groupe de travail met en œuvre les objectifs arrêtés par le comité technique et l'informe régulièrement de l'avancement des travaux en cours. Il est composé des référent.e.s départementaux.ales désignés par chaque CDG. Il est animé par le/la référent.e départemental.e du CDG 59.

Le groupe de travail est compétent pour :

- Réaliser les études statistiques et prospectives relatives aux données de l'emploi publics et des données sociales ;
- Proposer les méthodes, les techniques et les outils nécessaires à la production de données, ainsi que les modalités de leur mise en forme et diffusion pour répondre aux instructions du comité technique ;
- Centraliser et harmoniser les données recueillies auprès de chaque CDG nécessaires à la réalisation des études ;
- Alimenter la réflexion du comité technique pour l'élaboration de la feuille de route de l'observatoire.

Les réunions du groupe de travail se tiennent suivant un calendrier annuel préétabli selon une périodicité mensuelle permettant de mettre en œuvre les orientations du comité technique.

Un outil est proposé pour faciliter les échanges. Il s'agit d'un espace collaboratif sécurisé de partage de documents, ainsi qu'un forum de discussions (réseau social Hum Hub).

## **Article 4 - Exploitation des données et gouvernance de l'exploitation des données**

Le comité technique est chargé d'assurer la sécurité et l'homogénéité du traitement et de la diffusion des données.

A ce titre il sera tenu informé de toute étude régionale devant être diffusée au-delà du périmètre des 5 centres de gestion réalisée par le/la chargé.e de mission et des modalités de diffusion prévues. Les résultats de chaque étude réalisée lui seront restitués.

La communication des éléments nécessaires sera réalisée par voie électronique à l'adresse courriel de chaque directeur-trice de centre de gestion ou de toute autre personne désignée par lui-elle.

Tout questionnement, d'un.e ou plusieurs directeur.ice.s, sur les modalités de diffusion d'une étude doit faire l'objet d'un arbitrage du comité technique. Ledit arbitrage peut être réalisé par échange de courriels, le plus rapidement possible.

## **Article 5 - Ressources**

Afin d'assurer l'animation de l'observatoire régional de l'emploi, le CDG 59 mobilise une partie du temps de travail d'un.e agent.e chargé.e de mission.

Le/la chargé.e de mission fixe l'ordre du jour du groupe de travail, selon les demandes transmises par ses membres et diffuse un compte-rendu qui intègre le relevé des propositions à l'issue de chaque réunion.

Dans le cadre de ses missions, le/la chargé.e de mission, référent.e de l'observatoire régional de l'emploi, aura un accès aux données du site « données sociales » pour la région Hauts-de-France, ainsi que tous les CDG.

Les principales ressources dont dispose l'observatoire sont :

- Les données sociales (rapport social unique, RASSCT, Handitorial, GPEEC, enquêtes flashes) ;
- Les données du site emploi territorial (espace dédié à la diffusion des offres, des demandes d'emploi et des déclarations de vacances d'emploi) ;
- Les données concours ;
- Les enquêtes portées par l'observatoire

Les données sont collectées à l'aide des outils des CDG (site données sociales, site emploi territorial, application GPEEC, outil Qlik, ...)

Il est acté dès lors que cela est possible techniquement un égal accès et partage de données pour les CDG. En cas d'accès régional restreint au CDG chef de file, le/la chargé.e de mission, comme explicité aux articles 3 et 4 est lié aux arbitrages et validations des comités de pilotage et technique pour tout lancement ou diffusion d'études. Pour toutes données disponibles uniquement à l'échelon départemental, le/la chargé.e de mission sollicitera chacun des référent.e.s départementaux.ales dès lors que cela est nécessaire au bon développement des études.

Chaque CDG reste le seul référent des collectivités de son territoire départemental.

## **Article 6 - Durée et révision**

La présente convention entre en vigueur le 01/01/2023. Son terme est fixé au 31/12/2026. Elle pourra être modifiée en cours de période par avenant accepté dans les mêmes termes par l'ensemble des CDG.

## **Article 8 - Litiges**

Tout litige relatif à l'exécution de la présente charte fera l'objet d'une tentative de conciliation entre les représentant.e.s dûment mandaté.e.s du centre de gestion coordonnateur régional et du ou des CDG.

A défaut d'accord, le litige pourra être porté devant le Tribunal Administratif compétent pour le centre de gestion coordonnateur régional.

Fait à Lille, le

Le Président du Centre de Gestion  
de l'Aisne

Le Président du Centre de Gestion  
du Nord

Le Président du Centre de Gestion  
de l'Oise

**Hervé MUZART**

**Éric DURAND**

**Alain VASSELLE**

Le Président du Centre de Gestion  
du Pas-de-Calais

Le Président du Centre de Gestion  
de la Somme

**Joël DUQUESNOY**

**Claude CLIQUET**